

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Privatisation-del-eau-en-Afrique-du-Sud-Franklin-Templeton-et-Suez-Lyonnais-des-Eaux-deux-requins-dans-les-memes-eaux>

Privatisation de l'eau en Afrique du Sud : Franklin Templeton et Suez-Lyonnais des Eaux, deux requins dans les mêmes eaux

Date de mise en ligne : mercredi 19 février 2003

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

J'ai lu que 87 personnes avaient été arrêtées à Johannesburg, République d'Afrique du Sud, pour manifester contre la privatisation de l'électricité et de l'eau. Il se trouve que mon fonds de pension (celui qui est commenté dans mon livre "Money makes the World Go Around") détient des actions dans la compagnie privée qui possède maintenant les eaux de Johannesburg, et qui, contrairement à d'autres fonds de pension, jouit d'une bonne santé.

À certains de ceux qui protestaient à Johannesburg, ma compagnie d'eau leur avait coupé l'eau parce qu'ils n'avaient pas payé. Quand l'autorité publique pour les eaux de KwaZulu-Natal a imposé les nouveaux tarifs pour l'eau, ils ont également coupé l'approvisionnement à de nombreuses familles et elles ont commencé à prendre de l'eau de la rivière. Le résultat fut une épidémie de choléra avec des milliers de malades et des centaines de morts.

Une des raisons pour lesquelles les directeurs des eaux de KwaZulu-Natal ont imposé ces tarifs à coût global et ont décidé de les percevoir ou de couper l'approvisionnement aux gens, était d'obtenir que le système d'eau s'avère aussi attrayant que celui de Johannesburg pour de possibles acheteurs. Après tout, une compagnie privée comme la mienne ne peut fournir de l'eau, ni aucune autre prestation sans qu'elle puisse percevoir un prix global du service plus une « pensée saine » pour moi. En me sentant un investisseur chaque fois plus inconfortable, j'ai décidé de manifester devant le Consulat d'Afrique du Sud le jour où ils jugeaient ces 87.

Combattre le capital global est une chose mais combattre en août à Manhattan, c'est différent. Cela fut une petite manifestation -vingt-cinq personnes en incluant les deux journalistes- et tellement inoffensive que les quatre policiers qu'ils avaient envoyés nous ont vite laissés. Toutefois, j'ai appris deux choses qui m'ont réellement surpris, la première en préparant cette action, l'autre à l'intérieur du consulat d'Afrique du Sud,

L'Afrique du Sud et le New Jersey

Dans une réunion du DAN quelqu'un du New Jersey a demandé si la compagnie d'eau en cause était par hasard Suez-Lyonnaise. Il résulte que Suez (a perdu une partie du nom) possède le système d'eau du Comté de Bergen ! Les gens de là bas sont furieux parce que Suez vend aux urbanistes les terres appartenant au système d'eau.

Sudáfrica Y Nueva Jersey

On n'avait pas idée que la privatisation de l'eau aux Etats Unis soit arrivée si loin. Les eaux du Comté de Bergen avaient été privatisées au début des quatre-vingt-dix. En 2000, l'entreprise d'origine française Suez, la plus grande compagnie d'eaux du monde, a acheté la compagnie américaine United Water CO, beaucoup plus petite, et a acquis le Comté de Berge à travers cette opération. Bien que ses opérations les plus importantes se trouvent dans le Tiers Monde, Suez fournit de l'eau à à 8.5 millions de personnes en EE. uu. Et au Canada, en gérant les systèmes d'eau dans 17 états. C'est pour cela que, certaines de nos pancartes disaient "ARRÊTEZ la PRIVATISATION de l'EAU EN AFRIQUE DU SUD ET AU NEW JERSEY ".

Jusqu'à ce que j'aie entendu parler du comté de Bergen, l'aspect de la privatisation de l'eau qui m'avait le plus préoccupé était la distribution d'une ressource tellement précieuse. Quand on privatise un système d'eau, les compagnies comme Suez surenchérisent pour obtenir (ou obtiennent au moyen de corruption) l'exclusivité pour vendre de l'eau dans un secteur. Je suppose qu'on comprenait vaguement qu'ils achetaient aussi les tuyauteries, les plantes de filtrage et les propriétés foncières attenantes.

Mais on ne l'avait pas compris au sens large, soit qu'un acheteur privé de cette façon obtenait la propriété de toute l'eau et de toutes les terres de la zone et des réservoirs. Dans quelques cas, comme Cochabamba en Bolivie, les propriétaires privés ont commencé à empêcher que les gens sortent de l'eau des puits de leurs terres parce que l'opération leur avait accordé le droit exclusif de la distribution d'eau dans la région.

La majorité des contrats de privatisation transfèrent également d'autres actifs gérés par les autorités publiques. Dans le comté de Bergen cela incluait des terres qui avaient été déclarées d'intérêt public spécial et sous protection des années auparavant. Tout au long de ces années un nombre considérable de propriétés avaient été éloignées de la circulation silencieusement par des organismes publics et personne dans le passé n'aurait pu imaginer qu'elles seraient mises en vente.

A l'époque où mon fonds de pensions a acheté des actions de Suez, il a aussi acheté certains des chemins de fer britanniques privatisés. L'analyste qui a fait des recherches sur cette affaire, un jeune enthousiaste des chemins de fer aux cheveux bouclés, est arrivé à l'assemblée des actionnaires avec une boîte pleine de surprises admirables qu'il avait trouvées à l'intérieur. Il paraît que les chemins de fer britanniques sont le premier propriétaire de terres de la Grande-Bretagne.

Notre fonds possédait maintenant des tas de terrains de grande valeur aménageables autour de chacune des gares de chemin de fer. Même, si on nationalisait à nouveau les chemins de fer -comme c'est finalement arrivé avec le réseau ferroviaire compte tenu de tous les accidents de trains qui ont suivi la privatisation- nous conserverions l'argent résultant de la vente de ces propriétés.

Les "investisseurs" qui ont acheté des morceaux des chemins de fer britanniques pouvaient avoir été des experts pour identifier des actifs occultes qu'ils pourraient vendre pour de l'argent en peu de temps, mais ils avaient peu idée, comme on l'a vu, de comment gagner de l'argent en offrant ou en étendant le service de trains.

Au fur et à mesure que les compagnies embourbées du premier monde se désespèrent chaque fois plus pour accomplir les espoirs de profits de Wall Street, leurs stratégies "d'investissement" doivent chaque fois, moins gérer et développer des entreprises et chaque fois obtenir davantage de liquidité immédiate et piller des actifs. Après le dérèglement des prix de l'énergie en Californie, Enron et d'autres compagnies ont allégé de quelque quarante milliards de dollars les poches californiennes sans construire ou apporter rien qui n'aurait pu être obtenu avant avec beaucoup moins d'argent.

A un certain moment quelques directeurs de l'administration ont honnêtement dû croire que vendre les services publics à des entreprises privées apporterait des investissements financiers et une gestion efficace. Mais ces espoirs sont maintenant déçus, tant dans les pays riches comme dans les pauvres.

Cela me mène à la surprise que j'ai eue dans le Consulat d'Afrique du Sud. Malgré les expériences dans le reste du monde, le gouvernement du CNA (Congrès National africain) croit sincèrement que la privatisation est la meilleure manière de développer son pays. Ce fut mon impression quand je suis sorti après que notre délégation ait présenté notre demande à Ivan Vosloo, Consul au Consulat Général d'Afrique du Sud.

D'abord, laissez moi dire que notre demande, et notre délégation, a été très courtoise et respectueuse. Certains d'entre nous, moi incluse, nous avons été arrêtés lors de « sitting » face à l'ancien consulat de l'Afrique du Sud de l'apartheid. Cette fois nous étions là, non dans l'intention de "*fermez le maintenant*", mais par préoccupation du bon fonctionnement du pays. Les signataires de la demande, le Réseau d'Action Directe de New York, le groupe du Westside du Parti Vert de New York, et le Comité Nouvelles et Lettres de New York demandaient au gouvernement d'Afrique du Sud qu'il retire les charges contre ces 87 personnes et cesse de livrer les services publics aux compagnies privées.

C'est avec courtoisie que notre demande continuait :

Nous reconnaissons que des gouvernements étrangers puissants, corporations internationales, et institutions comme le FMI pressent les pays pour qu'ils privatisent leurs ressources propres précieuses et facturent aux utilisateurs le coût total du service. Il a pu être difficile pour le CNA quand il est arrivé au pouvoir de résister à ces arguments et menaces.

De fait, Suez Lyonnaise est plus célèbre par ses corruptions que par ses pressions. En France, le maire de Grenoble est allé à la prison pour avoir accepté une corruption pour octroyer le contrat des eaux municipales à Suez Lyonnaise. Malheureusement, les citoyens ont dû mener pendant plus de deux ans une bataille juridique pour casser le contrat.

Notre pétition dénonçait plus des pressions externes que des corruptions pour expliquer la politique de privatisation d'Afrique du Sud. À la fin avec le sentiment qu'en arrivant au pouvoir, Nelson Mandela aurait éviter de faire toute chose qui aurait pu mettre sur la nouvelle Afrique du Sud l'étiquette d'"état rebelle" (note : "rogue state", en terminologie des gouvernements américains successifs). Quand cela aura même supposé de céder quelque chose de tellement ridicule comme la privatisation de l'eau.

Mais Ivan Vosloo ne cherchait pas d'excuses. Nous il a rappelé que le gouvernement d'Afrique du Sud n'a pas de prêt du FMI ou de la BM qui les oblige à privatiser et que s'ils le font c'est pour développer le pays. Sa constitution, nous a-t-il dit, garantissait l'eau et les contrats avec les compagnies privées incluait des provisions sociales pour ajouter de nouvelles connexions. Ils avaient en outre aussi comme politique d'exiger qu'on fournisse de l'eau gratuitement aux gens les plus pauvres.

Cela était clair, seulement le résultat de ce que je sais, c'est que l'eau gratuite "c'est un trou profond". Mais plus important encore, le gouvernement sud-africain, en l'absence de aucune pression du FMI comme nous l'a rappelé Vosloo, a adopté une politique de « récupération » totale du coût dans les approvisionnements d'eau et d'électricité. Cela suppose que le système de KwaZulu-Natal du Nord doit s'autofinancer. De sorte que si on exige de livrer gratuitement certaines quantités d'eau, d'autres doivent payer des prix plus élevés, dans une région qui est pauvre.

Derrière les politiques d'autofinancement, ne doivent pas se trouver des subventions des caisses de l'Etat, ni même des transferts de secteurs plus riches à ceux plus pauvres. Ainsi, les habitants de Soweto payent des tarifs significativement plus hauts par chaque kilowatt/heure que les ceux de la Communauté de Sandton, plus riches. Cela coûte plus cher d'apporter l'électricité aux quartiers plongés dans la misère.

Peut-être parce que j'avais une certaine idée sur l'eau, Monsieur Vosloo est passé aux télécommunications, où les compagnies privées relient rapidement, sous la supervision du gouvernement, des parties éloignées du pays, comme il nous l'a raconté. Mais j'ai compris depuis longtemps que ces données sur les téléphones pouvaient être tellement sujettes à interprétation comme les données sur l'eau. Toutefois, je suis encore disposée à croire qu'un service privé peut parfois faire aussi bien que le public, spécialement quand il s'agit de fournir de nouveaux services facultatifs comme téléphones mobiles, en opposition à une nécessité absolue qu'est l'eau potable. Pour moi c'est une question pratique qu'il faut examiner cas par cas.

Vosloo ne nous a pas convaincu, passant de l'eau à l'électricité, et de là aux téléphones, et nous expliquant pour finir que dans aucun lieu, "à aucun moment de l'histoire du monde (il a indiqué d'un geste, jusqu'à l'ancienne Mesopotamia) l'entreprise publique avait été aussi bénéfique que ce qui est privé. Anne Jackard de notre délégation s'est avancée pour donner quelques exemples, mais s'est rendue compte que cela n'avait aucun sens.

Je me considère moi même comme socialiste. Toutefois, je reconnais que le capitalisme relativement non réglé a augmenté la richesse totale de quelques pays à quelque époque. Le processus peut avoir été pénible pour beaucoup de gens qui ont vécu ces moments, mais, dans quelques lieux et à certains moments il a produit toutefois quelque chose qui pouvait être mesuré en termes de développement.

Quel dommage et quelle horreur que le CNA ait adhéré au capitalisme extrême justement dans un lieu -un pays du Tiers Monde avec un secteur public enviablement riche, et justement à un moment- une période de stagnation et de désespoir dans le premier monde, où il peut être pillé dans toute règle. J'ai abandonné le Consulat d'Afrique du Sud en craignant que ces idées néo-libérales, tellement sincèrement défendues, pourraient entraîner un coût encore plus grand pour l'Afrique du Sud que les idées du Président Mbeke sur le SIDA.

www.zmag.org

P.D. Pendant que nous parlions avec Vosloo, une femme du personnel est passée dans le couloir pestant contre les blancs, de "venir faire du chahut là, à un gouvernement qui doit faire face aux problèmes qui constituent le legs de l'apartheid." Personne n'aime qu'on l'engueule, et je n'ai certainement pas aimé qu'ils me lancent à la figure le mot "blanc" comme insulte.

Toutefois, je puis comprendre ces sentiments. Malheureusement aussi je puis prédire qu'il sera impossible pour le peuple d'Afrique du Sud de voir d'autres alternatives si "le legs de l'apartheid", tout comme "l'encerclement capitaliste" ou "la menace terroriste" se transforment en slogans qui coupent court à tout débat. Quand les choses arriveront à cet état, les événements du monde réel comme les épidémies de choléra ne produiront déjà aucune impression.

Post-scriptum :

Barbara Garson est l'auteur "*de Money makes the World Go Around : One investor Tracks her Cash Through the Global Economy*", Penguin, NY

2002. L'investisseur Garson place une partie des avances du livre dans un fonds de pensions : "le Franklin Templeton's Mutual Shares Fund."
C'est ainsi qu'elle est devenue propriétaire partielle de la compagnie d'eaux d'origine française Suez Lyonnaise.